

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/647  
14 octobre 2003

(03-5430)

Original: anglais

## INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ DE 1996 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC

### Thaïlande - Liste LXXIX

#### *Demande de dérogation*

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 octobre 2003.

---

La présente communication fait suite au fax du 29 septembre 2003 concernant la prorogation de dérogations pour l'introduction des modifications du SH96 dans les listes OMC.

À cet égard, la dérogation dont bénéficie la Thaïlande est actuellement régie par les dispositions figurant dans les documents suivants: WT/L/124, 173, 216, 243, 268, 281, 303, 338, 351, 379, 400, 463, 490 et 527. Elle a été accordée à la Thaïlande par la décision du 24 juillet 2003 du Conseil général qui l'a prorogée jusqu'au 31 octobre 2003.

En ce qui concerne la date de la présentation des documents pertinents en rapport avec la mise en application du SH, la Thaïlande a présenté les documents suivants: G/SECRET/HS96/17, daté du 14 mars 1996, G/SECRET/HS96/17/Rev.1, daté du 18 octobre 1996, et G/SECRET/HS96/17/Rev.2, daté du 27 novembre 2001.

Des réserves ont été formulées à ce sujet par les Membres ci-après: Canada (le 12 juin 1996), Australie (le 14 janvier 1997), États-Unis (le 12 juillet 1996 et le 6 janvier 1998) et CE (le 11 juin 1996, le 13 mars 1998 et le 29 avril 1998). La Thaïlande a promptement répondu à toutes les questions et préoccupations soulevées, ce qui a conduit à la levée des réserves de tous les Membres. Toutefois, les CE et l'Australie ont à nouveau formulé leurs réserves le 25 février 2002.

La Thaïlande examine actuellement les questions posées par les CE et l'Australie et sera en mesure de fournir ses réponses aux Membres concernés avant la date d'expiration de la dérogation actuelle.

À cet égard, la Thaïlande a répondu le 7 octobre 2003 à toutes les questions posées par les CE et l'Australie. Toutefois, pour des raisons de procédure, elle demande que la dérogation qui lui a été accordée à cet effet soit prorogée pour la période de six mois commençant le 1<sup>er</sup> novembre 2003.

---